

*Arrêté Ministériel n° 91-686 du 20 décembre 1991
plaçant un fonctionnaire en position de disponibilité.*

NOUS, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 10.320 du 14 octobre 1991 portant nomination d'un Secrétaire au Ministère d'État (Département de l'Intérieur) ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 21 novembre 1991 ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

Mme Marie-Noëlle GRAS, épouse ALBERTINI, Secrétaire au Ministère d'État (Département de l'Intérieur), est, sur sa demande, placée en position de disponibilité pour une durée de six mois à compter du 25 novembre 1991.

ART. 2.

Le Secrétaire général du Ministère d'État, Directeur de la Fonction Publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt décembre mil neuf cent quatre-vingt-onze.

*Le Ministre d'État,
J. DUPONT.*

*Arrêté Ministériel n° 91-687 du 20 décembre 1991
maintenant un fonctionnaire en position de disponibilité.*

NOUS, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 8.767 du 11 décembre 1986 portant nomination d'un Chef de bureau à la Direction de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports ;

Vu l'arrêté ministériel n° 91-87 du 4 février 1991 plaçant en position de disponibilité un chef de bureau à la Direction de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 21 novembre 1991 ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

M. Armand FORCHERIO, Chef de bureau à la Direction de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, est, sur sa demande, maintenu en position de disponibilité pour une période d'une année à compter du 1^{er} janvier 1992.

ART. 2.

Le Secrétaire général du Ministère d'État, Directeur de la Fonction Publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt décembre mil neuf cent quatre-vingt-onze.

*Le Ministre d'État,
J. DUPONT.*

*Arrêté Ministériel n° 91-688 du 20 décembre 1991
approuvant le règlement intérieur de la Caisse de
Compensation des Services Sociaux.*

NOUS, Ministre d'État de la Principauté,

Vu l'ordonnance-loi n° 397 du 27 septembre 1944 portant création d'une Caisse de Compensation des Services Sociaux ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 92 du 7 novembre 1949 modifiant et codifiant les ordonnances souveraines d'application de l'ordonnance-loi n° 397 du 27 septembre 1944, susvisée, modifiée ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 4.739 du 22 juin 1971 fixant le régime des prestations dues aux salariés en vertu de l'ordonnance-loi n° 397 du 27 septembre 1944, en cas de maladie, accident, maternité, invalidité et décès, modifiée ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 21 novembre 1991 ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

Sont approuvées les dispositions du règlement intérieur de la Caisse de Compensation des Services Sociaux, adoptées par le Comité de contrôle et le Comité financier de cet organisme au cours des séances tenues respectivement les 5 juillet et 24 septembre 1991.

ART. 2.

Ledit règlement intérieur est annexé au présent arrêté.

ART. 3.

L'arrêté ministériel n° 55-130 du 23 juin 1955 approuvant la première partie du règlement intérieur de la Caisse de Compensation des Services Sociaux, modifié, est abrogé.

ART. 4.

Le Conseiller de Gouvernement pour les Travaux Publics et les Affaires Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt décembre mil neuf cent quatre-vingt-onze.

*Le Ministre d'État,
J. DUPONT.*

REGLEMENT INTERIEUR
DE LA CAISSE DE COMPENSATION
DES SERVICES SOCIAUX

Mis à jour et approuvé par les Comités de contrôle et financier
de la C.C.S.S. des 5 juillet et 24 septembre 1991.

Première Partie

AFFILIATION DES EMPLOYEURS
IMMATRICULATION DES SALAIRES
OBLIGATIONS RESPECTIVES

TITRE PREMIER

*De l'affiliation et des obligations
des employeurs*

CHAPITRE PREMIER

De l'affiliation

ARTICLE PREMIER

Toute personne physique ou morale employant à Monaco, pour quelque durée que ce soit, une ou plusieurs personnes, de quelque âge et dans quelque branche d'activité que ce soit, en vertu d'un contrat de travail, tacite ou écrit, est tenue de s'affilier à la Caisse de Compensation des Services Sociaux.

ART. 2.

Sont dispensés de l'affiliation les employeurs ayant institué pour leur personnel un service particulier d'Allocations et Prestations agréé par le Gouvernement.

ART. 3.

La demande d'affiliation, souscrite sur imprimé spécialement délivré à cet effet, doit être présentée à la Caisse dans les trois jours du premier embauchage.

Pour être recevable, la demande d'affiliation doit être accompagnée :

- ◇ pour les employeurs dont l'activité professionnelle est soumise à autorisation ou licence, d'une ampliation ou copie certifiée conforme de ladite autorisation ou licence ;
- ◇ pour les employeurs tenus de se faire inscrire sur l'un des répertoires ou registres tenus par la Direction du Commerce et de l'Industrie, d'un extrait d'inscription délivré par cette Direction.

ART. 4.

Chaque employeur reçoit, lors de l'accomplissement des formalités prévues au précédent article, un numéro d'affiliation.

ART. 5.

Le successeur d'un employeur affilié à la Caisse de Compensation est tenu de souscrire une nouvelle demande d'affiliation.

ART. 6.

Le défaut d'affiliation à la Caisse de Compensation, sauf pour le cas prévu par l'article 2 du présent règlement, sera sanctionné par l'application des pénalités prévues par la loi.

ART. 7.

Tout retard dans l'accomplissement des formalités d'affiliation sera sanctionné par une majoration des cotisations dues au jour de la régularisation, majoration dont le taux pourra atteindre 100 %.

CHAPITRE II

Obligations des employeurs affiliés

ART. 8.

L'affiliation à la Caisse de Compensation emporte l'obligation de se conformer aux dispositions du présent règlement.

ART. 9.

Tout affilié est tenu, notamment :

- 1°) d'effectuer les déclarations nécessaires au fonctionnement de la Caisse,
- 2°) de verser une cotisation dont le montant et les conditions d'exigibilité sont fixés par les organismes habilités à cet effet par la loi.
- 3°) de se soumettre au contrôle de la Caisse.

SECTION I

Des déclarations

ART. 10.

Les employeurs sont tenus d'adresser à la Caisse, outre les renseignements et justifications qu'elle se réserve d'exiger, une déclaration établie sur imprimés spécialement délivrés à cet effet ou sur support informatique agréé, donnant le détail :

- des heures de travail et de congés payés de chaque salarié,
- des montants bruts individualisés des salaires, primes et indemnités cotisables, y compris les indemnités de congés payés que celles-ci aient ou non, un caractère compensateur,
- des modifications intervenues dans la composition et la situation du personnel telles que :
 - ◇ les embauches,
 - ◇ les cessations d'activités,
 - ◇ les périodes de congés sans solde, de congés payés, de préavis et d'interruption de travail pour maladie, maternité, accident du travail ou maladie professionnelle.

Pour signaler ces modifications, les employeurs devront obligatoirement porter dans les colonnes de la déclaration prévues à cet effet, en plus du code correspondant à la nature de l'événement, la ou les dates qui y sont associées.

ART. 11.

La déclaration prévue par l'article précédent doit être souscrite :

- mensuellement, par les employeurs du commerce, de l'industrie et des professions libérales,
- trimestriellement, par les employeurs de gens de maison.

ART. 12.

Ces déclarations doivent être adressées à la Caisse dans les dix premiers jours qui suivent l'expiration du mois ou du trimestre auquel elles se rapportent.

ART. 13.

A défaut de déclaration pendant deux mois les cotisations dues au titre de ces mois seront taxées d'office sur la base des derniers salaires déclarés et ce sans préjudice de l'application des majorations prévues aux articles 27 et 35 du présent règlement intérieur ni, le cas échéant, d'un redressement ultérieur de l'assiette des cotisations.

ART. 14.

Lorsque du fait de déclarations tardives, incomplètes ou non sincères, des prestations auront été indûment servies à des salariés la Caisse pourra en poursuivre la récupération sur l'employeur, sans préjudice, le cas échéant, de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

De même, l'employeur est tenu de rembourser à la Caisse, les prestations indûment servies sur la foi de renseignements inexacts portés sur des certificats ou attestations établis par ses soins.

ART. 15.

Le salaire à déclarer s'entend de la rémunération totale acquise à l'occasion du travail, y compris les retenues pour cotisation ouvrière à un régime légal ou conventionnel de retraite ou de retraite complémentaire, ou encore à un régime d'assurance chômage, les avantages en nature, les pourboires, mais déduction faite des éléments expressément exemptés de cotisation par un texte légal ou réglementaire.

Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'assiette de la cotisation est fixée forfaitairement.

ART. 16.

Par application du principe énoncé à l'article précédent doivent, notamment, être comprises dans le salaire déclaré :

- 1) les indemnités pour charges de famille autres que les allocations familiales,
- 2) les primes d'ancienneté, d'assiduité, de propreté, de rendement,
- 3) les primes à la production,
- 4) les participations aux bénéfices,
- 5) les indemnités pour travaux dangereux ou insalubres,
- 6) les indemnités de préavis, que l'intéressé continue ou non à travailler pendant la durée du préavis,
- 7) les majorations pour heures supplémentaires, travail de nuit, de dimanche et jours fériés,
- 8) les gratifications à la seule exception de celles énumérées limitativement sous le n° 1 de l'alinéa suivant,
- 9) les indemnités de congés payés qu'elles aient ou non un caractère compensatoire et soient ou non versées à l'occasion d'un congédiement ou d'une démission.
- 10) les indemnités d'intempéries.

Par contre, ne sont pas comprises dans le salaire à déclarer :

- 1) les gratifications accordées à l'occasion d'une naissance, d'un mariage, d'un décès,
 - 2) les indemnités de congédiement et de licenciement prévues par la loi, ou une convention collective, ainsi que les dommages et intérêts pour rupture abusive du contrat de travail lorsque ceux-ci sont fixés par une décision de justice.
 - 3) les indemnités dite "de départ à la retraite" dans la limite de leur montant légal ou conventionnel,
 - 4) les primes versées à l'occasion de la remise de la médaille du travail dans la limite du salaire mensuel habituel,
 - 5) les primes de salissure,
 - 6) les indemnités compensatrices de frais exceptionnels de déplacement et de représentation,
 - 7) les indemnités de transport servies au personnel en raison, soit de l'éloignement de son domicile du lieu de travail, soit des conditions particulières d'exécution du travail,
 - 8) les indemnités de panier,
 - 9) les indemnités de cantine ou participation de l'employeur au financement de la cantine,
- à condition toutefois que le montant des indemnités prévues aux numéros 6, 7, 8 et 9 du présent alinéa n'excède pas celui des frais auxquels elles sont censées correspondre.

ART. 17.

Le salaire soumis à cotisation ne peut, en tout état de cause, être inférieur au salaire minimum régulièrement dû en vertu de la loi, d'une convention ou de l'usage.

ART. 18.

Les salaires maintenus en totalité ou en partie par l'employeur en cas d'interruption de travail pour maladie, maternité, accident du travail ou maladie professionnelle ne sont pas soumis à cotisation.

Toutefois, les primes et gratifications périodiques se rattachant à une période au cours de laquelle le salarié a été en interruption de travail motivée par l'une des causes visées à l'alinéa précédent, sont comprises dans le salaire déclaré et assujetties à cotisation dans les conditions suivantes :

- Lorsque le montant de la prime ou de la gratification n'est pas minoré pour tenir compte des temps d'absence et que son maintien intégral est prévu conventionnellement, elle est soumise à cotisation au prorata du nombre de mois effectifs d'activité compris dans la période de référence ayant servi de base à son calcul.

- Dans les autres cas, elle est intégrée en totalité dans l'assiette de cotisation.

Il appartient aux employeurs de donner toutes indications utiles à ce sujet dans leurs déclarations et de fournir, éventuellement, les justifications nécessaires.

ART. 19.

Tout rappel de salaire constitue une rémunération de travail à paiement différé et doit, à ce titre faire l'objet d'une déclaration.

Il donne lieu à perception d'un complément de cotisation pour chaque mois de la période considérée.

ART. 20.

Les rémunérations acquises au cours d'une période d'essai, que le résultat de l'essai ait été ou non satisfaisant, sont soumises à déclaration et à cotisation.

Les rémunérations acquises par un salarié dont l'immatriculation à la Caisse n'aurait pas été demandée sont également soumises à déclaration et à cotisation, sans préjudice des poursuites et sanctions prévues par la loi.

ART. 21.

Le salaire à déclarer, tel que défini aux articles 15, 16 et suivants est soumis à cotisation à concurrence d'un plafond annuel dont le montant est applicable à la durée totale de l'exercice.

ART. 22.

Le montant du plafond annuel visé à l'article précédent est fixé en début d'exercice par le Comité financier, sur avis du Comité de contrôle, en tenant compte de l'évolution enregistrée par le niveau général des salaires déclarés à la C.C.S.S. au cours du dernier exercice écoulé par les employeurs autres que les maîtres de maison.

Les décisions fixant le montant du plafond annuel prennent effet au premier jour de l'exercice auquel elles s'appliquent.

ART. 23.

Le plafond applicable à la rémunération de chaque salarié est déterminé, à l'expiration de chaque exercice, en multipliant le douzième du montant du plafond annuel pour l'exercice considéré, par le nombre de mois ayant donné lieu au cours dudit exercice à déclaration de la rémunération considérée.

En cours d'exercice et en l'attente de la détermination du plafond applicable conformément aux dispositions du précédent alinéa, les rémunérations faisant l'objet de déclarations mensuelles sont soumises à cotisation à concurrence d'un plafond mensuel moyen égal au douzième du montant du plafond annuel visé à l'article 21.

Les cotisations versées à concurrence du plafond mensuel moyen sont considérées comme des acomptes à valoir sur la cotisation exigible aux termes de l'alinéa premier du présent article.

La différence éventuelle entre le montant de la cotisation exigible et les acomptes versés mensuellement fait l'objet d'un état récapitulatif annuel établi par la Caisse.

ART. 24.

Lorsque la durée du travail chez un même employeur au cours d'un exercice est inférieure à 15 jours, il est fait application d'un plafond horaire égal à un cent-cinquantième du plafond mensuel moyen visé à l'alinéa 2 de l'article 23.

ART. 25.

Lorsqu'une personne travaille régulièrement et simultanément pour deux ou plusieurs employeurs la part de cotisation incombant à chacun des employeurs est déterminée au prorata des rémunérations qu'ils ont respectivement versées, dans la limite du plafond défini à l'article précédent.

Il est fait, en ce cas, application du plafond au montant total des rémunérations acquises par le salarié.

ART. 26.

Le forfait prévu pour les gens de maison demeure applicable dans le cas où l'employeur affecte son personnel domestique aux besoins de son exploitation professionnelle, à la condition toutefois, que l'activité correspondant à cette affectation ait un caractère accessoire.

Lorsque cette dernière activité constitue l'activité principale du salarié les cotisations sont calculées dans les conditions normales.

ART. 27.

Toute déclaration tardive pourra être sanctionnée par une majoration de 5 à 10 % des cotisations dues, outre le remboursement des frais exposés par la Caisse aux fins de régularisation ; le tout sans préjudice des poursuites et sanctions de droit commun.

ART. 28.

Toute omission ou fausse déclaration de salaires entraînera une majoration de 10 à 50 % de la cotisation sur avis du Comité de contrôle, sans préjudice des poursuites et sanctions de droit commun.

ART. 29.

En cas de récidive les pénalités édictées par les articles 27 et 28 seront portées au double.

ART. 30.

L'employeur est tenu de délivrer à ses salariés les certificats ou toutes autres pièces justificatives exigées d'eux par la Caisse.

SECTION 2

Des cotisations

ART. 31.

Le montant des cotisations dues par l'employeur à la Caisse est déterminé par application d'un taux, dit taux de compensation, aux salaires déclarés tels que définis à la précédente section.

ART. 32.

Le taux de compensation est déterminé par le rapport existant entre le total des allocations et prestations servies par la Caisse majoré des frais de gestion, d'une part, et d'autre part, la masse des salaires déclarés soumis à cotisation.

ART. 33.

Les cotisations sont exigibles au plus tard le dixième jour du mois ou du trimestre qui suit celui au cours duquel le salaire a été acquis, quelle que soit la date du paiement effectif du salaire.

ART. 34.

Le paiement des cotisations doit être effectué :

a) mensuellement, en même temps que la déclaration de salaires prévue aux articles 2 et suivants du présent règlement, par les employeurs n'appartenant pas à la catégorie des maîtres de maison.

b) trimestriellement, dès réception du décompte des cotisations dues, établi par la Caisse, par les maîtres de maison.

Il appartient aux employeurs visés à la lettre a) de l'alinéa précédent, de calculer, sous réserve du contrôle de la Caisse, le montant du versement qui doit accompagner leur déclaration de salaires, en appliquant le taux prévu aux salaires soumis à cotisation.

ART. 35.

Tout retard de paiement entraîne de plein droit et sans mise en demeure préalable :

1°) une majoration de 10 % des cotisations échues,

2°) l'application d'un intérêt de 1 % par mois de retard sur toute somme due, toute fraction de mois supérieure à une quinzaine étant décomptée pour un mois entier.

Toutefois, une remise partielle ou totale de la majoration de 10 %

ci-dessus prévue pourra être accordée par le Comité de contrôle de la Caisse sur demande écrite et motivée valablement.

ART. 36.

Indépendamment des sanctions prévues à l'article précédent et du versement des cotisations arriérées, lorsque tout ou partie des cotisations - dont l'exigibilité est comprise dans l'année antérieure au début du mois civil au cours duquel se situe la date de la première constatation médicale de la maladie, de la grossesse ou la date du décès - n'a pas été acquitté à cette date, le ou les employeurs à qui incombait le versement desdites cotisations, sont redevables à la Caisse d'une somme égale au montant de l'ensemble des prestations échues ou à échoir, auxquelles le salarié ou ses ayants-droit peuvent prétendre au titre de la maladie, de la longue-maladie, de la maternité, de l'invalidité ou du décès.

Dans le cas d'invalidité la somme dont le ou les employeurs sont redevables à l'égard de la Caisse, est égale au capital nécessaire à la constitution de la pension d'invalidité, le taux de capitalisation étant forfaitairement fixé à 3,50 %.

Le ou les employeurs sont, en outre, redevables d'une somme égale au montant des prestations familiales servies ou dues par la Caisse aux salariés occupés par eux pour la période comprise entre la date d'exigibilité des cotisations et celle de leur versement, mais seulement dans la mesure où le montant de ladite somme excède celui des cotisations et majorations de retard.

Le Comité de contrôle pourra, dans chaque cas d'espèce, fixer un plafond à la responsabilité de l'employeur prévue par les alinéas précédents. Ce plafond qui limitera la charge mensuelle de l'employeur ne saurait, en tout état de cause, être inférieur à 50 % du montant des salaires mensuels moyens de l'entreprise pour la période prise en considération.

ART. 37.

La Caisse adresse à ses affiliés un relevé mensuel ou trimestriel de leur compte donnant le montant des salaires déclarés, de la cotisation afférente, des versements effectués et éventuellement du solde pouvant apparaître.

SECTION 3

Du contrôle

ART. 38.

Les affiliés sont soumis au contrôle de la Caisse effectué par des agents dûment habilités dont la qualité sera attestée par un mandat exprès.

ART. 39.

Les agents de contrôle de la Caisse sont tenus au secret professionnel.

ART. 40.

Les contrôleurs peuvent exiger des affiliés la communication de tous documents dont la connaissance est jugée indispensable par eux à l'accomplissement de leur mission, et notamment celle du registre du personnel, du livre de paie et des livres comptables.

ART. 41.

Ils pourront interroger le personnel et exiger de lui tous documents en vue de connaître notamment, l'état civil, l'adresse, les conditions de travail, le montant et le mode de rémunération de chaque employé.

ART. 42.

Les contrôleurs doivent consigner leurs observations sur le livre de paie et inviter l'employeur, le cas échéant, à présenter ses justifications dans un délai de huitaine.

ART. 43.

Le contrôle est effectué, en principe, au siège de l'exploitation ou sur les lieux du travail et sur convocation de l'intéressé à la Caisse.

ART. 44.

Le refus de se soumettre au contrôle de la Caisse ou l'opposition à l'exercice dudit contrôle, par quelque moyen ou sous quelque forme que ce soit, sera sanctionné par l'intervention du Service des Relations du Travail.

TITRE DEUXIEME

Immatriculation et obligations des salaires

CHAPITRE PREMIER

L'immatriculation

ART. 45.

Toute personne régulièrement admise à travailler à Monaco et y exerçant effectivement une activité professionnelle en vertu d'un contrat de travail doit être immatriculée à la Caisse si son employeur n'a pas été autorisé à instituer un service particulier de Services Sociaux, ainsi que prévu à l'article 2 du présent règlement.

ART. 46.

La demande d'immatriculation est souscrite sur imprimé spécial délivré par le Service de l'Emploi, en même temps que la demande d'autorisation d'embauche et de permis de travail.

Elle est signée conjointement par le salarié et l'employeur.

Les mentions qui y sont portées engagent la responsabilité solidaire des signataires.

ART. 47.

L'employeur est seul responsable du défaut d'immatriculation.

ART. 48.

La demande est déposée au Service de l'Emploi qui en assure la transmission à la Caisse de Compensation.

ART. 49.

L'immatriculation donne lieu à la délivrance d'une carte portant un numéro d'ordre.

ART. 50.

L'immatriculation prend effet du jour où l'intéressé remplit les conditions d'assujettissement prévues par la loi sans pouvoir cependant retroagir à une date antérieure à celle à laquelle la demande d'inscription à la Caisse de Compensation des Services Sociaux a été déposée au Service de l'Emploi.

ART. 51.

L'immatriculation cesse de produire effet :

1°) lorsque le contrat en vertu duquel elle a été opérée cesse lui-même de produire effet par suite de licenciement, congé ou survenance du terme préfixé, l'immatriculation demeurant toutefois valable pendant les périodes ayant donné lieu à indemnisation du chef du délai congé (indemnité de préavis) et des congés payés (indemnité compensatrice de congés payés) ;

2°) lorsque l'exécution du contrat aura été suspendue pour quelque cause que ce soit, à l'exception :

- a) des causes d'interruption de travail ouvrant droit aux prestations servies par la Caisse,
- b) de l'incapacité totale temporaire indemnisée au titre de la législation sur les accidents de travail et les maladies professionnelles.

Les périodes de congé sans solde ne mettent pas fin à l'immatriculation, à condition :

- a) que leur durée n'excède pas un mois,
- b) qu'elles aient fait l'objet, de la part de l'employeur, d'une déclaration préalable à la Caisse.

ART. 52.

L'immatriculation qui a cessé d'être génératrice d'effets, doit pour en produire de nouveaux, être renouvelée dans les conditions prévues aux articles 46 et suivants du présent Règlement, même dans le cas où la reprise du travail s'effectue chez le même employeur.

Toutefois, dans le cas où l'exécution du contrat de travail aura été simplement suspendue pendant une durée inférieure à trois mois, l'accomplissement des formalités du renouvellement de l'immatriculation ne sera pas exigé. L'immatriculation reprendra effet sur la seule déclaration de reprise du travail, à compter de la date à laquelle cette déclaration aura été reçue par la Caisse.

ART. 53.

Lorsqu'un salarié cumule cette qualité avec celle d'administrateur d'une société anonyme au sein de la même affaire, le montant des cotisations est calculé forfaitairement sur la base du salaire servant de plafond à l'obligation de cotiser.

ART. 54.

Les associés, gérants ou non, d'une société en nom collectif sont considérés comme ayant la qualité de commerçant et ne peuvent ni ne doivent, comme tels, être immatriculés à la Caisse de Compensation des Services Sociaux.

Seuls sont soumis à l'immatriculation les gérants choisis en dehors des membres de la société.

ART. 55.

Les commandités, gérants ou non d'une société en commandite simple ou par actions sont considérés comme commerçants et ne peuvent ni ne doivent, comme tels, être immatriculés à la Caisse de Compensation des Services Sociaux.

Seuls sont soumis à l'immatriculation les gérants choisis en dehors des associés.

ART. 56.

Est assimilée à un salarié et soumise à immatriculation toute personne participant à l'exploitation d'une affaire sans être titulaire de la licence ou de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente pour ladite exploitation.

Cette règle n'est pas applicable aux père et mère du titulaire de la licence ou de l'autorisation ; elle n'est applicable à son conjoint que lorsque la participation de celui-ci :

- a donné lieu à délivrance des autorisations administratives requises pour l'exercice d'une activité salariée,
- revêt un caractère professionnel et constant,
- et, donne lieu à perception d'une rémunération au moins égale à celle qui serait due à un salarié occupant le même emploi et travaillant pendant la durée hebdomadaire fixée pour la profession, cette rémunération correspondant au salaire normal de la catégorie professionnelle sans pouvoir être inférieure au salaire minimum prévu par la loi, ou par la convention collective applicable à la profession, s'il est supérieur.

ART. 57.

Toute immatriculation requise abusivement ou frauduleusement sur la base d'un contrat de travail fictif ou de complaisance pourra être refusée par la Caisse, sous réserve des recours et sanctions prévus par la loi.

Une telle immatriculation est nulle et ne peut produire effet.

CHAPITRE II

Des obligations des salariés immatriculés

ART. 58.

Le salarié immatriculé est tenu, pour bénéficier des allocations familiales et prestations médicales servies par la Caisse, de satisfaire aux obligations générales suivantes :

- souscrire, sous sa responsabilité personnelle, les déclarations exigées par la Caisse en fournissant l'intégralité des renseignements et justifications demandés,

- se soumettre aux divers contrôles exercés par la Caisse,
- jouir des avantages auxquels il a droit sans abus ni fraude.

ART. 59.

Aucune allocation ou prestation ne sera servie sans demande préalable expresse de l'intéressé. Le service de certaines prestations étant subordonné à l'accord exprès et préalable de la Caisse, il appartient à l'intéressé de s'entourer de tous renseignements utiles par consultation des services compétents.

Son ignorance ne saurait être considérée comme excuse valable.

ART. 60.

Le contrôle auquel le salarié immatriculé est soumis est exercé soit par les Services Administratifs soit par le Médecin-conseil ou les agents visiteurs de la Caisse.

L'intéressé est tenu de déférer à toute convocation et de recevoir les agents dûment mandatés par la Caisse.

ART. 61.

Le refus de se soumettre au contrôle est sanctionné par la suspension du service de toute allocation ou prestation et ce, sans préjudice du droit de la Caisse de poursuivre le remboursement des sommes versées antérieurement.

Ces sanctions ne pourront être appliquées qu'après mise en demeure, par lettre recommandée, restée infructueuse au terme du délai imparti.

ART. 62.

En cas de récidive la Caisse peut exclure l'intéressé, soit temporairement soit définitivement, du bénéfice des allocations et prestations dont elle assure le service.

L'exclusion ne pourra être prononcée qu'après convocation, à huitaine, de l'intéressé par lettre recommandée.

La convocation devra faire mention des faits qui sont imputés à l'intéressé et de la sanction qu'ils lui font encourir.

ART. 63.

L'obligation de jouir sans abus ni fraude des avantages auxquels il peut avoir droit implique notamment pour le salarié immatriculé celle :

- de n'user des droits qui lui sont ouverts que dans la mesure de ses besoins personnels ou de ceux des personnes admises ce son chef aux allocations et prestations,
- d'éviter toute pratique de caractère spéculatif ou de nature à lui assurer un avantage supérieur aux remboursements résultant de l'application des tarifs de la Caisse,
- d'assister la Caisse dans les recours éventuels contre les tiers responsables.

ART. 64.

Toute infraction à cette obligation générale sera sanctionnée cumulativement par :

- la suspension immédiate et sans notification préalable du service des allocations ou prestations en cours ;
- le recours en remboursement des sommes perçues, sans préjudice de l'action de la Caisse contre les tiers coupables, et des sanctions pénales prévues par la loi.

ART. 65.

Les sanctions édictées par le présent chapitre, sont applicables sous réserve du recours des intéressés devant la Commission compétente créée à cet effet.

Arrêté Ministériel n° 91-689 du 20 décembre 1991 fixant le taux de la contribution des employeurs et de la Caisse des Congés Payés du Bâtiment au « Fonds complémentaire de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles » au titre de l'année 1992.

NOUS, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la loi n° 444 du 16 mai 1946 étendant aux maladies professionnelles la législation sur les accidents du travail ;

Vu la loi n° 636 du 11 janvier 1958 tendant à modifier et à codifier la législation sur la déclaration, la réparation et l'assurance des accidents du travail, modifiée ;

Vu la loi n° 830 du 28 décembre 1967 relative au Fonds complémentaire de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, modifiée ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 4.036 du 17 mai 1968 portant application de la loi n° 830 du 28 décembre 1967 relative au Fonds complémentaire de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, modifiée ;

Vu l'avis de la Commission spéciale des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles en date du 29 octobre 1991 ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 21 novembre 1991 ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

Le taux de la contribution des employeurs, perçue sur toutes les primes d'assurances acquittées au titre de la législation sur les accidents du travail, est fixé à 36 % pour l'année 1992.

ART. 2.

Le taux de la contribution due par la Caisse des Congés Payés du Bâtiment est fixé à 0,60 % du montant des indemnités de congés payés servies par ladite Caisse au titre de la période 1^{er} mai 1991 - 30 avril 1992.

ART. 3.

Le Conseiller de Gouvernement pour les Travaux Publics et les Affaires Sociales et le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et l'Economie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt décembre mil neuf cent quatre-vingt-onze.

*Le Ministre d'État,
J. DUPONT.*

Arrêté Ministériel n° 91-690 du 20 décembre 1991 portant ouverture d'un concours en vue du recrutement d'un Administrateur à l'Administration des Domaines.

NOUS, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;